



COMPTE RENDU DE LA JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LA DETTE PUBLIQUE DU 11 FÉVRIER 2021

INTRODUCTION

Déconstruire les poncifs libéraux, vulgariser les mécanismes financiers, rendre plus concret les concepts économiques pour en comprendre les visées, clarifier les enjeux et outiller les camarades... voici quelques éléments qui ont motivé la CGT au travers de son Pôle économique et la Fédération CGT des finances à l'organisation d'une journée d'étude sur la dette publique ce 11 février.

Cette première journée d'étude sous cette forme a été une grande réussite, tant au regard de son nombre de participant·e·s (plus de 200 en visio, autant sur les réseaux sociaux), qu'au regard de la qualité de ses intervenant·e·s et des échanges qui s'en sont suivis. Plus de 10 fédérations étaient représentées, et au moins une trentaine d'unions départementales et plusieurs comités régionaux. Des membres de la direction confédérale, et notamment le secrétaire général, étaient également présent·e·s.

La question de la dette publique fait l'objet de nombreuses interventions et positionnements politiques. Faut-il la rembourser et comment ? Doit-on/peut-on l'annuler ? C'est là une des questions économique structurantes de choix politiques face auxquels la CGT ne peut et ne doit rester sans analyse, propositions et revendications.

Indiscutablement, la dette publique va occuper à nouveau les esprits : La crise de la Covid-19 fait grimper l'endettement et sera utilisée pour justifier de nouvelles coupes dans les dépenses et effectifs publics.

Pour résister aux nouvelles pressions austéritaires, il faut savoir de quoi l'on parle. Comprendre : pour se défendre

et contre-attaquer. C'est là toute la raison d'être de cette journée d'étude !

Chaque demi-journée était segmentée en trois temps : deux temps de présentation, et un troisième temps de discussion-débat avec les camarades.

LA MATINÉE

La matinée a été consacrée à la discussion générale autour de la dette publique : d'où vient-elle ? Est-elle un fardeau ? Est-ce un problème ? Cette matinée avait une visée pédagogique pour structurer les discussions. Léo Charles et Alban Pellegris, membres des économistes atterrés et coauteurs de l'ouvrage *Dettes publiques, précis d'économie citoyenne*, ont expliqué clairement les grands enjeux autour de la dette.

D'abord en présentant les notions de base : dette, déficit, taux d'intérêt... Ont ensuite été passées en revue les principales questions : qui détient notre dette ? La rembourse-t-on vraiment ? Ils ont rappelé fortement que la dette était d'abord une affaire de classe sociale : s'il y a une dette publique, c'est bien qu'il y a en face des personnes qui ont suffisamment d'épargne pour la détenir.

Ils ont ensuite déconstruit méthodiquement les poncifs habituels autour de la dette : la dette est un fardeau ? Faux, puisqu'elle finance les investissements d'avenir. La dette est liée à trop de dépenses ? Faux, elle est liée à une chute organisée des recettes et à des taux d'intérêt trop élevés. On apprend par exemple qu'entre 1980 et 2012, 29 points de dette rapportée au PIB sont liés aux taux d'intérêt, et 24 points de PIB s'expliquent par les cadeaux fiscaux et l'évasion fiscale. L'État est en faillite ? Pas le moins du monde : notre dette n'a paradoxalement jamais été aussi soutenable.

La discussion avec les camarades a ensuite été riche, notamment sur la question de l'action de la banque centrale, de la compréhension des taux d'intérêt (comment se fait-il qu'ils passent en dessous de zéro ?), sur le rôle des banques commerciales, sur une éventuelle crise, etc.

On comprend donc que la plupart des choses répétées sur la dette depuis des décennies sont erronées. Cette matinée a permis de mettre les idées au clair, de se réapproprié collectivement l'enjeu et de préparer l'après-midi, consacrée à la question d'actualité : que faire de la dette Covid ?

L'APRÈS-MIDI

L'après-midi a traité des perspectives revendicatives : Que faire de la dette Covid ? Faut-il l'annuler, la cantonner, la transformer en dette perpétuelle ? Là encore, il faut avoir les idées claires sur les enjeux. Anne-Laure Delatte et Benjamin Lemoine, respectivement économiste spécialiste des marchés financiers et sociologue spécialiste de la dette publique, ont contribué à préciser les enjeux du moment.

On peut résumer les discussions comme suit. Précisons d'emblée : cela ne clôt en rien les débats. Au contraire, il s'agit de les ouvrir et de les cadrer.

Les intervenant-e-s ont commencé par rappeler d'où venait la « dette Covid ». Elle n'a rien de mystérieux : le choc économique lié à la crise sanitaire a entraîné des dépenses publiques considérables (APLD, fonds de solidarité, dépenses de santé, plan de « relance ») et a entraîné une baisse des recettes, notamment fiscales. Rien d'étonnant à ce que le déficit public et donc la dette (qui n'est jamais que la somme des déficits) gonflent pour atteindre 116 % du PIB désormais.

Mais est-ce un problème ? En réalité, pas du tout ! Le premier élément central à retenir : nous n'avons AUCUN problème de financement à court terme, les taux d'intérêt étant faibles.

Les intervenant-e-s ont ensuite critiqué la stratégie du gouvernement, qui est clairement celle de l'austérité. En « cantonnant » la dette publique dans la Cades (caisse d'amortissement de la dette sociale), on fait peser le poids de la crise sur TOUS les ménages (via la CRDS et la CSG) et on se force à rembourser rapidement cette dette au lieu de l'étaler sur cinquante ans, voire plus. On connaît donc désormais ce contre quoi il faut se battre : le cantonnement, et l'austérité budgétaire qui en découle.

Est venue ensuite la question des alternatives. Sans rentrer dans le détail, voilà 3 points principaux à retenir :

1. Il y a d'abord la question fiscale : pourquoi ne pas augmenter les impôts sur les patrimoines des plus aisé-e-s (qui ont gonflé pendant la crise) et des grands groupes, dont certains sortent gagnants de la crise ? Cette revendication peut être portée simplement ;
2. Il y a ensuite la question de l'annulation de la dette détenue par la BCE. Les intervenant-e-s n'étaient pas vraiment convaincu-e-s de l'intérêt de la mesure : le risque est grand d'être « puni » par les marchés financiers, alors qu'on l'a dit, il n'y a pas de problème pour financer ce que l'on veut (notre plan de rupture) à court terme ! De manière générale, annuler une partie de la dette ne sort pas du problème principal : le fait que nos dépenses passent nécessairement par les « investisseurs » sur les marchés financiers. C'est de cette domination qu'il faut sortir ;
3. La question du pôle financier public a été mise en avant. C'est une revendication essentielle, puisqu'elle vise justement à sortir de cette domination des marchés financiers. Cela implique de reconstruire le lien entre le système bancaire (en le rendant public, au moins partiellement), la banque centrale et l'investissement public (via un véritable plan). Cela pose des questions de rapport de force évidentes.

On voit qu'on peut faire émerger différents éléments, de court terme comme la fiscalité, et plus structurels comme le pôle financier public. La confrontation avec les universitaires a permis de conforter certaines de nos positions et d'approfondir le débat de fond dans notre CGT.

Les échanges avec les camarades ont là aussi été intenses : risque de crise financière majeure, imposer la solidarité entre grands groupes et petites entreprises, rôle de la banque centrale... Des échanges de haute tenue avec les intervenant-e-s, avec toujours cette volonté de comprendre et de démystifier.

LES SUITES DE LA JOURNÉE

Comme l'a rappelé le secrétaire général lors de sa prise de parole, cette journée n'est pas un aboutissement mais un début pour nos organisations. C'est le cadrage de la discussion, qui permet ensuite de déployer le débat dans toute la CGT. Le Pôle éco produira un certain nombre de documents (notes, fiches, diapos) à destination des

organisations. Il se tient également à disposition pour toute journée d'étude organisée dans les unions départementales, fédérations, comités régionaux et au-delà : partout où la CGT, sa Confédération, sa Fédération des finances et plus encore, pourront être utiles.

CONCLUSION

Une journée riche, dense et avec une volonté de rendre accessible les éléments économiques : voilà l'objectif

qui a été fixé et nous espérons qu'il a été rempli. Cette expérience et cette méthode de travail (journée d'étude puis matériel confédéral en direction des orgas) méritent d'être renouvelées sur d'autres thématiques économiques. C'est une bonne manière de faire vivre le débat, de nous ouvrir pas pour le plaisir de s'ouvrir, mais avec l'objectif affiché de servir nos revendications et nos camarades. On ne peut que remercier les intervenants et intervenantes de s'être prêté-e-s au jeu de cette journée et d'avoir contribué à nous outiller sur cette thématique.

QUELQUES RESSOURCES

Du matériel sera transmis rapidement, mais voici déjà deux ressources :

- l'ouvrage des économistes atterrés sur la dette : <https://www.decitre.fr/livres/la-dette-publique-9782021470888.html>;
- le site du revendicatif confédéral où vous trouverez dans la thématique « économie » toutes nos productions, notamment sur la dette : <https://analyses-propositions.cgt.fr/>.